

11 juin 2005

La grève des travailleuses de garderies Pour l'équité salariale et la défense des services publics



7800 travailleuses, représentant 30 % des travailleuses des Centres de la petite enfance (CPE), font la grève pour l'équité salariale. En 1994, le Conseil du statut de la femme, organisme gouvernemental, recommandait que le salaire d'une éducatrice en garderie soit de 24.00 \$ l'heure en monnaie d'aujourd'hui après dix ans d'ancienneté. Dans un esprit de compromis, les travailleuses syndiquées réclament 21.78 \$. Le gouvernement offre 19.55 \$ dans deux ans. Après dix ans de patience et de fausses promesses, la grève s'imposait.

Derrière l'enjeu de l'égalité femme-homme se profilent ceux de la syndicalisation et de la privatisation. Déjà, en décembre 2003, le gouvernement avait interdit la syndicalisation des éducatrices en milieu familial, responsables de près de la moitié des places en garderie, sous prétexte qu'elles étaient des « travailleuses autonomes ». Il annonce, pour l'automne, une loi restructurant les CPE qui pourrait détacher ces places des CPE pour en confier la gestion à des « agences privées ». Les places en CPE ne seraient alors qu'à peine plus du tiers du total. Cette faible proportion réduirait le pouvoir de négociations des travailleuses syndiquées tout en fournissant à l'entreprise privée de nouvelles occasions de profits aux dépens de la qualité due à l'éducation des enfants.

Pour préparer le terrain à cette privatisation, le gouvernement est allé jusqu'à faussement accuser les CPE de mauvaise gestion alors que par ailleurs il leur coupe les fonds de 40 millions \$ compte tenu des dépenses allouées à la création de nouvelles places et à la progression des salaires, ce qui s'ajoute aux compressions de 2,6 % du budget de fonctionnement ces deux dernières années. Pour combler la mesure, il leur refuse toute part aux 600 millions \$ d'argent frais du fédéral reçu pour les garderies, sans oublier la « *hausse de tarif de 5 à 7 \$ par jour, hausse qui, il faut le préciser, avait également été envisagée sous le régime péquiste.* » (Le Devoir).

Nul doute que le gouvernement aimerait sabrer dans le milliard et demi de dollars consacré aux garderies afin de baisser les impôts. Plus fondamentalement, il voudrait en finir avec cette dangereuse autogestion par les usagers et les travailleuses, alternative tant à la privatisation qu'aux actuels services publics bureaucratisés.

Suffit-il d'une grève sectorielle pour renverser la vapeur ?

Inégalités femme-homme, désyndicalisation, privatisation et baisses d'impôt sont divers aspects du même projet néolibéral des gouvernements québécois et canadien. Le premier veut abaisser les normes au niveau ontarien et le second au niveau des États-Unis. Ce serait nécessaire, nous disent-ils, pour attirer les investissements extérieurs et empêcher la fuite des capitaux. Comme, cependant, les autres gouvernements font la même chose, on est « pogné » dans une course sans fin vers le fond du baril. Accepter cette fatalité condamne à tenter d'améliorer sa situation sur le dos des autres travailleurs et travailleuses, par exemple les femmes aux dépens des hommes, les non syndiqués aux dépens des syndiqués, les chômeurs aux dépens gens employés, etc. et vice-versa. Avec de pareilles divisions, compagnies et gouvernements sont morts de rire.

On s'aperçoit d'ailleurs que les grèves par secteurs n'arrivent pas à renverser la vapeur même si elles peuvent parfois ralentir le train. Les étudiantes et étudiants ont fait la grève la plus longue et la plus nombreuse jamais vue au Québec. Ils ont certes réussi à

forcer le gouvernement à rétablir, en deux ans, le statu-quo pour le régime des prêts-bourses mais ils n'ont en rien commencé à corriger les conséquences des coupures drastiques imposées par l'ancien gouvernement du PQ. Il ne suffit pas d'être convaincues, convaincantes, enthousiastes et mobilisées pour gagner. En 1999, les infirmières ont fait une grève très militante et très appuyée par la population sans rien obtenir sauf de fortes amendes et un affaiblissement de leur syndicat. La grande détermination néolibérale des gouvernements, quitte à accepter un fort degré d'impopularité comme c'est le cas pour les gouvernements Libéraux québécois et fédéral, exige dorénavant des grèves d'un autre ordre.

Reconstruire le grand Front commun public et privé de 1972

L'intransigeance gouvernementale, la détérioration de la qualité et les conditions de travail déplorables dans nos hôpitaux, écoles, garderies, etc. et le refus de régler l'équité salariale tant pour le public que pour le privé invitent à reconstruire le grand Front commun public et privé de 1972. Une grève générale tous et toutes ensemble ne se conçoit pas sans quelques revendications rassembleuses qui soient concrètes et irrécupérables. On pense, par exemple, au potentiel mobilisateur de la revendication principale de la Marche des femmes de l'an 2000, le salaire minimum de 8.50\$ l'heure, lutte abandonnée trop vite après l'humiliation de l'augmentation de 10¢ l'heure par le PQ.

Comme revendications rassembleuses, on pense en particulier au refus des privatisations et des baisses d'impôt mais aussi à un réinvestissement massif dans les services publics et les programmes sociaux financé par une profonde réforme fiscale. Doit-on accepter que les gouvernements fédéral et québécois dépensent 20 milliards \$ de moins au Québec, en proportion de la production nationale, qu'en 1993 ? Un barème plancher de 1,000\$ par mois, que les gens âgés pauvres reçoivent déjà, n'est-il pas nécessaire pour ne pas crever ? Les compagnies, qui n'ont jamais tant fait de profits, n'ont-elles pas les moyens de payer un salaire minimum de 12.00\$ l'heure indexé et de financer l'équité salariale ? Sauver la planète de la guerre et de la pollution ne vaut-il pas un tournant à 180 degrés en faveur du transport public et de l'efficacité énergétique ?

Des États généraux, régionaux et national, cet automne de tous les mouvements sociaux pourraient dégager ces revendications de même qu'un plan d'action en escalade vers une grève générale publique-privée tous et toutes ensemble. Une telle grève pourrait poser au bout du compte la question d'un pouvoir politique dans un Québec indépendant qui contrôlerait les capitaux au lieu de les laisser nous contrôler. Un parti unifié de la gauche est en émergence au Québec. Ces initiateurs, l'Union des forces progressistes (UFP) et Option citoyenne, s'opposent aux politiques néolibérales cautionnées par tous les partis présents à l'Assemblée nationale et à la Chambre des communes. Grève générale et construction de ce parti sont les deux faces de la même médaille pour qu'« un autre Québec soit possible ».

Marc Bonhomme, 11 juin 2005